



Les infos du SE-UNSA

Affiche n°3

MASTERISATION : *Une décision dangereuse*

Même le Café Pédagogique s'y perd dans le marc (de café):

« Comment expliquer la rupture syndicale survenue le 28 mai durant la réunion du Comité technique paritaire ministériel (CTPM) ?

Alors que les principaux syndicats (Sgen – Fsu Unsa) venaient de lancer une pétition commune "pour le maintien d'une véritable formation professionnelle des enseignants", lors du vote sur les textes concernant les certifiés, agrégés et CPE, les syndicats FSU se sont abstenus permettant leur adoption par le CTPM.

Ce vote suscite de nombreuses réactions chez les partenaires de la FSU mais aussi à l'intérieur de la fédération où un courant,

Emancipation, dénonce la direction. Il tranche sur des sujets qui sont en discussion dans la commission Marois/Filatre, lui coupant l'herbe sous les pieds avec le risque de réduire la négociation au tête à tête Fsu – gouvernement. »[...] (lien: http://www.cafepedagogique.net/lemensuel/lesysteme/Pages/2009/104_10.aspx)

Xavier Darcos triomphe durant l'été. Tous en avaient rêvé. Il l'aura fait. Somme toute très tranquillement, ironisant même « qu'à sa grande surprise, la FSU s'était abstenue, ce qui revient à ne pas voter contre ». Aujourd'hui promu **Ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville**.

En un été, le niveau de recrutement a changé pour tous les enseignants, passant à master 2 (Bac + 5).

Pour ceux qui ne le sauraient pas, un niveau de recrutement différent, c'est un salaire différent, un statut différent, etc,...

En résumé, c'est au fondement même de notre statut auquel s'est attaqué Darcos! Mais en toute légitimité, ayant le quitus de la FSU, majoritaire chez les enseignants lors des votes en CAPD et CAPN.

Impact sur les titulaires!

Pour les enseignants, il faudrait désormais le **master 2** (Bac+5) pour passer le concours. Mais, changer le niveau de recrutement dans la fonction publique, c'est changer le salaire et le statut pour les futurs recrutés. Et les autres?

Les PLP sacrifiés!

Mais quid des PLP, notamment en matières professionnelles où le master 2 n'existe pas! Difficile de croire à la validation à Master 2 pour tous, quand on se remémore 15 ans en arrière l'époque des PLP 1.

Le faux prétexte de la revalorisation!

100 € de plus, pour les 5 premiers échelons! À mettre en rapport avec le coût de 2 ou 3 années de fac en plus!! Encore faudra-t-il que ces 100€ concernent tous les enseignants (et pas seulement les futurs recrutés?). Pour les autres collègues, il restera les heures sup???

Impact sur le recrutement de titulaires!

⇒ Dans certaines filières universitaires, il y a un potentiel important d'étudiants, mais peu de places aux concours. De fait, il restera alors un vivier qui permettra de faire face aux remplacements et de recruter des non titulaires (via l'agence de remplacement par ex)
⇒ Ailleurs, une pénurie de stagiaires est déjà prévisible dans les DOM TOM, dans certaines matières,... L'impossibilité de pourvoir toutes les places aux concours entrainera des postes vacants, sans titulaires. Dès lors, le manque de titulaires justifiera par lui-même, devant l'opinion publique, le recrutement d'intérimaires!!! Cela ouvre la porte (et les fenêtres) au recrutement via l'agence de remplacement (voir loi mobilité!).

Impact pour les familles!

Pour être enseignants, les familles paieront 5 années d'étude!
1) Un véritable tri social par l'argent est ainsi opéré. Les étudiants pauvres (dont nul ne peut nier la triste réalité), les enfants des classes ouvrières ou pauvres ne passeront pas ces caps là.

Mort des IUFM!

Les stagiaires IUFM devenant de facto des étudiants : la conséquence directe est la disparition des iufm avec une formation des enseignants faites par les facultés.
Victimes collatérales :
Les collègues (PE, PLP, Cert,...), aujourd'hui formateurs dans les Iufm, ne le seront plus nécessaires demain. A l'heure où le métier devient de plus en plus difficile, où la présence de formateurs issus du terrain aurait du être valorisée pour donner aux futurs enseignants des compétences professionnelles essentielles, c'est l'inverse qui semble se dessiner.

Le syndicat majoritaire assume aujourd'hui d'avoir donné quitus à X. Darcos. Comment pourra-t-il demain prétendre défendre le budget de l'Education Nationale, exiger des recrutements de titulaires et défendre nos statuts. **Il va falloir oser!**

Des conséquences multiples :

L'UNSA Education combattra ce texte pour obtenir un concours placé au niveau Master 1, suivi d'une formation validée par un niveau master2.

Nous appelons les collègues à signer la pétition de l'intersyndicale UNEF, **SE UNSA**, Sgen CFDT, SNUipp, Snesup demandant le concours au niveau master 1.